

« CIRCULATION DES ARMES ET INSECURITE TRANSFRONTALIERE : DE LA NECESSITE DE RELEVER LE DEFI DE LA POROSITE DES FRONTIERES ENTRE LE CAMEROUN ET SES VOISINS »

Rose Nadine Mahoula Ndjokwe

Chargée de Cours

Université de Bertoua / Cameroun

rmahoula@yahoo.com

Résumé

Les frontières camerounaises sont réputées pour leurs porosités. Si elles sont de vitales interfaces économiques, elles cristallisent cependant des tensions politiques et sécuritaires, aussi bien dans le cadre de conflit interétatiques (Bakassi) que des conflits internes impliquant des groupes rebelles, sécessionnistes ou autonomistes (crise au NOSO). Mais les frontières du Cameroun peuvent également être exploitées comme une ressource alimentant ces affrontements à travers les trafics, la circulation d'armes, la contrebande et la corruption, ainsi qu'en offrant la protection d'un « sanctuaire diplomatique »¹⁷. De ce fait, qu'est ce qui explique réellement cette porosité des frontières ? Par ailleurs, quelles sont les stratégies élaborées par l'Etat camerounais face à cette porosité source d'insécurité transfrontalière ? Cette réflexion à partir de documents d'archives, de témoignages oraux et de documents bibliographiques, se fixe pour objectifs de ressortir le lien entre risque sécuritaire et porosité des frontières. Il s'agit par la suite de présenter les deux principaux types de mécanismes de préservation des frontières avec d'une part les « murs » et autres dispositifs stratégiques mobilisant des moyens bien connus mais aussi des nouvelles innovations technologiques ; et, d'autre part, les forces de sécurité qui font le choix de la mobilité et doivent pour garantir leur efficacité, relever le défi de la coopération nationale et internationale.

Mots-clés : *circulation, armes, frontières, porosité, Cameroun, voisins.*

¹⁷ La frontière est considérée comme un sanctuaire diplomatique parce qu'elle représenté entre deux Etats voisins un lieu sacré, inviolable.

Abstract

Cameroon's borders are known for their porosity. While they are vital economic interfaces, they also crystallise political and security tensions, both in the context of inter-state conflicts (Bakassi) and internal conflicts involving rebel, secessionist, or autonomist groups (NOSO crisis). But Cameroon's borders can also be exploited as a resource to fuel these confrontations through trafficking, arms circulation, smuggling and corruption, as well as by offering the protection of a 'diplomatic sanctuary'. So, what explains this porosity of the borders? Furthermore, what are the strategies developed by the Cameroonian state in the face of this porosity, which is a source of cross-border insecurity? This reflection, based on archival documents, oral testimonies, and bibliographic documents, aims to highlight the link between security risk and border porosity. It then presents the two main types of border preservation mechanisms: on the one hand, « walls » and other strategic devices that mobilise well-known means but also new technological innovations; and, on the other hand, security forces that choose to be mobile and, to guarantee their effectiveness, must take up the challenge of national and international cooperation.

Keywords: *circulation, arms, borders, porosity, Cameroon, neighbours.*

Introduction

La porosité transfrontalière est une réalité commune aux frontières du Cameroun et à celles des pays voisins. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette porosité qui entraîne l'insécurité dans nos frontières. Les causes probables à l'origine de cette porosité seraient les instabilités politiques, les insurrections et les immigrations des populations vers les pays voisins. Ceci pose clairement le problème de la mutualisation des efforts entre les États membres de la CEMAC, dans le phénomène de porosité comme le souligne Saibou I (2006, P. 119), de la surveillance des frontières. Car en dépit des efforts fournis par l'État camerounais, la porosité des frontières du Cameroun est une vérité historique de La Palisse. On vient donc à s'interroger sur les voies de recours pour stopper ce phénomène qui mine nos frontières. Mieux, quelle stratégie l'État camerounais a-t-il

élaborées pour faire face à cette porosité source d'insécurité transfrontalière ? Pour la réalisation de ce travail, les données matérielles seront collectées à partir de documents d'archives, de témoignages oraux et des documents bibliographiques. Alternativement, la communication se propose de ressortir premièrement le lien qui existe entre les risques sécuritaires, la porosité des frontières et la circulation d'armes ou leur commerce, ensuite, des mécanismes et stratégies centrés sur des innovations technologiques. Outre cela, la mobilisation classique des forces de sécurité pour garantir l'efficacité non seulement des frontières, mais aussi relever le défi de la coopération bilatérale entre les pays voisins.

1. Rapport entre risque sécuritaire et porosité transfrontalière

Le lien entre le risque sécuritaire et la porosité des frontières¹⁸ est très étroit, car la frontière se présente comme une espèce de « portes d'entrées et de sorties » d'un pays. Et, la négligence de contrôle d'une frontière peut selon Fall. H (2003. P.90) conduire à une émergence de la criminalité alimentée par le trafic d'armes, de drogues et de pierres précieuses. Cette situation, comme le fait remarquer Ndongo Epok¹⁹, prévaut certes en Afrique de l'Ouest, mais est aussi une triste réalité vécue au quotidien pour les résidents des confins frontaliers en Afrique Centrale. Le Cameroun partage ses frontières avec le Nigéria, le Tchad, le Gabon, le Congo, la Guinée Equatoriale et la République Centrafricaine. Par effet domino, les phénomènes vécus sont similaires.

Le second facteur qui établit le lien étroit entre risque sécuritaire et porosité est la vente illicite d'armes dans les frontières créant ainsi des insécurités notoires aussi bien au Cameroun que dans

¹⁸ Etat d'une frontière mal protégée que l'on peut traverser illégalement en divers point de passage

¹⁹ Entretien avec Ndongo Epok Charles, 40 ans Commissaire de police principale.

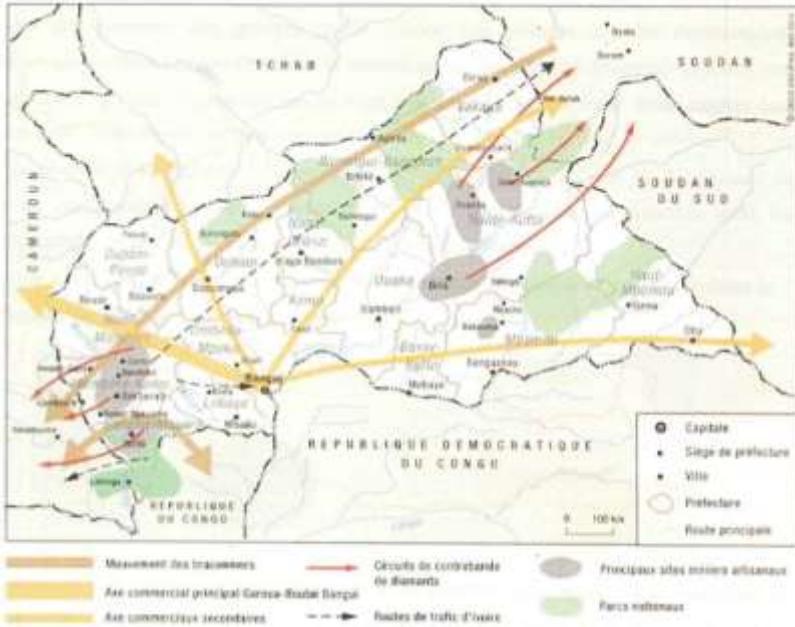
les pays voisins à celui-ci. Cette insécurité pourrait donner naissance à des bandes de voleurs, de criminels, bénéficiant de cette porosité frontalière pour vivifier l'économie de guerre ou l'économie du crime en bandes organisées à l'intérieure de chaque Etat voisin.

Depuis les indépendances pratiquement simultanées des pays de l'Afrique Centrale, en effet, la porosité des frontières est l'une des raisons des instabilités politiques de certains pays dans cette sous-région. La guerre du Noso, du Boko-Haram, où transitent des assaillants munis d'armes au Cameroun en sont des illustrations palpables. Il s'agit des rebelles et des milices qui accentuent la criminalité transfrontalière, entraînant une insécurité dans le territoire camerounais pour le cas échéant.

La porosité dans nos frontières suivant Danga J (2020.P. 332) implique également des transferts en masse et illicites des engins dangereux. Cet usage pernicieux des frontières comme parcelle de la violence fait dire à l'historien Saibou I que (2006. P. 29) « Les zones frontalières sont le sanctuaire des mouvements rebelles, du fait de la tiède empreinte de l'État sur ces zones éloignées des centres de décision et parfois dépourvues des appareils répressifs étatiques pour perpétuer les trafics, l'illégalité étant légitimée par les acteurs. »

La frontière devient donc un lieu où se mobilisent les criminels profitant de cette porosité pour vivifier l'économie de la guerre ou l'économie du crime en bandes organisées dans les différentes frontières reliant le Cameroun à ses voisins. La cartographie ci-dessous fait un état des lieux de l'économie de la guerre à Bangui, et des bandes miliciennes au Cameroun, au Tchad, au Congo-Brazzaville, et même jusqu'aux confins des entités Sud et Nord Soudan.

Carte N° 1 : cartographie de la situation transfrontalière sur l'économie du Cameroun et des pays voisins.



Source : Archives Privées Docteur A. Zozimé Tame kamta, citée par Danga M.J, page 341.

La carte ressort de manière explicite les conséquences de la porosité de nos frontières, avec pour corollaire immédiat la criminalité transfrontalière, l'exploitation des richesses du terroir, liée au trafic et au non-contrôle des flux importants d'armes, de munitions et de drogues de toutes sortes. Cette situation est à l'origine de plusieurs actions encourageant les exactions des rebelles « Noso », « Séléka » et « anti-Balaka ». Toutefois, l'on déplore au regard de l'analyse faite dans cette carte le traçage des différentes zones de trafic et de circulation illicite d'armes et par ricochet la négligence dans le contrôle des drogues, des munitions et des armes de tout calibre. Ce qui

explique l'idée par les autorités administratives du Cameroun d'un renfort dans les effectifs des forces de défenses camerounaises.

Il est clair que la porosité des frontières est un facteur qui s'assimile à l'insécurité et ses conséquences. Il est donc capital pense Ango. E (2001. P. 100) pour l'État, afin de préserver la quiétude nationale, de renforcer les mécanismes de prévention et de sécurisation par des innovations technologiques.

2. Mécanismes et innovations technologiques du contrôle des frontières camerounaises

Comme facteur d'insécurité, la porosité des frontières est un phénomène au cœur des débats au Cameroun. Et en dépit des techniques de surveillance élaborées par l'Etat camerounais dans nos frontières, l'insécurité se fait de plus en plus grandissante d'où l'instauration des nouveaux mécanismes pour réduire cette porosité.

2.1. Mécanismes de préservation et de sécurisation des frontières

Avant de parler du mécanisme de préservation des frontières, il importe de présenter de manière brève la situation réelle des frontières. En effet, la porosité de nos frontières est due au caractère laxiste non seulement du gouvernement dans le choix du personnel chargé de la sécurité²⁰, mais aussi à des méthodes utilisées pour restreindre cette porosité grandissante dans la totalité des frontières du Cameroun. Car cette insécurité il faut le noter entraîne un déficit important sur le contrôle et la réglementation des produits qui entrent par les frontières du Cameroun et des pays voisins. Cette insécurité est en fait marquée par la montée du terrorisme, entretenue par les milices qui circulent comme le souligne Bangoura. D, (1996. P. 215),

²⁰ La récurrence des comportements délictueux et déviant dans les rangs des forces africaines de sécurité.

sans gêne dans les Etats du Cameroun, du Tchad, du Nigéria, de la République Centrafricaine et du Soudan du Sud.

La lutte contre la porosité transfrontalière suivant Adam. B. (1997.P.300) devient un impératif absolu pour faire face aux problèmes de sécurité auxquelles s'exposent le Cameroun et les Etats voisins. Ainsi, les mécanismes de protection mis en place pour garantir la paix, la sécurité et le développement local, seraient le désarmement, la démobilisation, l'implication en effectifs considérables des forces de maintien de l'ordre dans le processus de maintien de la paix et de la sécurisation de nos frontières et le désarmement des contrebandiers.

Il s'ensuit en fait que, la porosité transfrontalière appuyée par les comportements malsains de certains « hommes en tenus » véreux ait poussé le gouvernement Camerounais comme le déclare, Danga Julien (2020. P. 298) à prendre « le taureau par les cornes ». À cet effet, le mécanisme adopté par le gouvernement camerounais est la mise sur pied d'unités militaires aguerries le long des frontières terrestres et maritimes, pour la surveillance des biens matériels entrant dans les villes proches des frontières et plus tard dans l'ensemble du territoire. Le phénomène de corruption, de laxisme dans les opérations de contrôle le long des postes frontaliers et surtout le désir rapide d'enrichissement de certains douaniers imposent un redéploiement du dispositif stratégique des forces de défense sur les frontières du Cameroun car comme le souligne l'officier André Bertrand Mvogo : « la faible présence de l'Etat dans le contrôle des frontières amplifie la piraterie maritime et terrestre de nos frontières »²¹. Cette situation transfrontalière alarmante fait que, un contrôle mixte de l'armée, de la gendarmerie et de la police soit au centre de la lutte contre la porosité des frontières. Le Colonel Youssa parlera de la surveillance préventive et répressive comme facteur indissociable à la traque des terroristes, des contrebandiers et des délinquants

²¹²¹ Mvogo. B, lieutenant de l'armée de terre entretien du 7 juillet 2022 à Bertoua

transnationaux²² « polluant » les frontières et créant une insécurité notoire non seulement au Cameroun, mais également dans les pays voisins à celui-ci.

Nonobstant la critique qui leur est adressée au sujet de leur comportement et de leur état de corruption sur les frontières, la police et la douane camerounaises jouent un rôle important dans la bataille contre la circulation illicite des marchandises et surtout la lutte contre la criminalité transfrontalière²³. L'exemple de la frontière maritime Cameroun -Nigéria près de la localité d'Akwaya est une illustration parmi tant d'autres de la détermination de la police et de la douane camerounaises dans la lutte contre la violation de nos frontières par des assaillants sans foi ni loi qui pillent les richesses du Cameroun et alimentent les réseaux terroristes au Cameroun et dans son voisinage. En dépit de la persistance de la porosité frontalière, il est à noter que les mécanismes de lutte mis sur pied par le gouvernement camerounais dans la lutte contre la porosité dans nos frontières, ont progressé avec le temps, l'espace et en intensité²⁴. Toutefois, pour une garantie de sécurité transfrontalière durable, il serait judicieux pour le gouvernement camerounais d'apporter des innovations dans le contrôle transfrontalier pour réduire le fort taux de porosité des frontières.

2.2. Innovations technologiques de contrôle des frontières

La tentative d'analyse des innovations technologiques sur la sécurisation des frontières du Cameroun se heurte à de nombreuses difficultés. En effet, la politique du bon voisinage telle que prônée par le président Paul Biya fragilise un peu la mise en place d'une sécurisation réelle des frontières du

²² Youssa. G, « l'action de la gendarmerie dans la sécurisation des frontières en Afrique » les problématiques sécuritaires des frontières en Afrique. Les actes de colloques 2014, Yaoundé, pp. 117-118. Commandant la légion de Gendarmerie du Nord à Garoua, expert certifié en planification, management et stratégie de sécurité-défense.

²³ Salamatou. Y, « Galim- Tignère : Les gendarmes sèment la terreur », l'œil du Sahel n°375 du 19 avril 2010, P. 4

²⁴ Un renforcement sérieux en hommes et une surveillance aérienne régulière et une multiplication des postes de contrôle avec une augmentation d'effectifs.

Cameroun. Néanmoins, quelques innovations sont mises en œuvre pour solutionner ce problème pressant de la porosité transfrontalière.

Par la suite, et compte tenu de l'insuffisance des effectifs dans l'armée camerounaise, le gouvernement va mettre sur pied une unité d'Elite chargée de combattre efficacement le phénomène d'insécurité dans nos frontières. Le bataillon d'intervention rapide (BIR) avec pour mission spéciale la neutralisation des bandes rebelles à travers les patrouilles dans les véhicules légers comme « l'eau » nommés « pickup » ; patrouilles faites dans les zones du sahel pour les cas des frontières du Cameroun-Nigéria ou du Tchad- Cameroun et de la forêt pour ce qui est de la République Centrafricaine est un palliatif important dans le combat contre le phénomène d'insécurité dans les frontières. Le bataillon d'intervention rapide constituées généralement de 8 hommes environs lors des patrouilles, et dotés d'armes lourds montées en batteries ainsi que des armes individuelles ont réussi à calmer autant que faire se peut cette insécurité grandissante au Cameroun et plus précisément au Nord avec la présence harassante des coupeurs de route. En fait, ce corps est le maillon essentiel mis en place par le gouvernement camerounais pour combattre les insécurités qui sévissent dans l'ensemble du territoire d'où la création au sein de ce même corps d'une unité spéciale « Delta » qui a eu à intervenir de manière efficace dans le problème Camerouno-Nigérian sur la péninsule de Bakassi. Outre pour ce combat, l'Etat camerounais a mis à la disposition de ce corps spéciale des véhicules blindés tels des « Panthera²⁵ » où suivant la disposition de leur hiérarchie l'on peut embarquer plus de 12 hommes. Il faut noter que sur ces véhicules sont montés des armes lourdes en tourelles et les combattants qui ont en eux les armes individuelles comme les fusils d'assauts et armes de pointes. Et même si ce corps connaît quelques

²⁵ Entretien du 5 avril 2023 avec l'inspecteur de police Elanga 35 ans environ à Yaoundé

difficultés relatives à l'effectif de ses éléments, il est un palliatif rassurant des questions d'insécurité transfrontalière.

Dans le même sillage, la création de la Commission Nationale des Frontières (CNF) structure à caractère consultatif sur les questions frontalières, a été mis sur pied pour la sécurisation transfrontalière.

La politique d'occupation effective de ces espaces frontaliers sanctuarisés par des trafiquants des différentes filières est nécessaire et urgente pour lutter contre cette menace sécuritaire. A cet effet, la mise sur pied le long de la côte et sur les Mangroves d'une patrouille des forces du BIR s'est avérée nécessaire dans la réalisation des objectifs que s'est fixé le chef de l'Etat dans sa politique de « sécurisation des frontières »

Comme autre innovation, le gouvernement a dressé les « murs barrières »²⁶ qui permettent de filtrer les objets qui entrent sur le territoire, et de canaliser les flux autour de points frontaliers pour faciliter la surveillance des objets et des hommes. Il ne reste aux forces de maintien de l'ordre et en fonction dans la zone frontalière qu'à remplir véritablement la fonction qui est la leur. Dans la même lancée, le renforcement et l'alternance des éléments des forces dans les postes frontaliers sont deux autres éléments qui garantissent la diminution de la porosité et par ricochet du phénomène d'insécurité transfrontalier.

Les mesures entreprises par le gouvernement camerounais ont certes diminué le taux d'insécurité dans nos frontières ; toutefois, beaucoup reste à faire car les actes de corruption, de clientélisme et surtout la crise d'effectifs pour assurer le maintien de l'ordre au niveau des frontières reste d'actualité. D'où la nécessaire coopération des pays membres de la CEMAC pour endiguer la porosité source d'insécurité sur nos frontières.

²⁶ L'expression « mur barrière » est un édifice humain ou matériel mis en place pour la préservation ou la démarcation du tracé d'une frontière. Et pour ce qui est du Cameroun les démarcations sont faites avec les pays limitrophes à celui-ci. Il s'agit du Tchad, le Congo, le Gabon et la République Centrafricaine.

3. Défis de la coopération bilatérale sous-régionale

Parler d'une coopération entre les pays voisins est capital pour la préservation de la paix dans les différents pays concernés ; et les gouvernements de ces pays devraient s'impliquer afin de mettre fin à ces crises alimentées par la pénétration frauduleuse de marchandises illicites et des armes légère à petit calibre (ALPC) dans la sous-région. Pour ce faire, l'instauration d'une patrouille Mixte Internationale (PAMI) est nécessaire pour assurer non seulement les intérêts du Cameroun mais aussi ceux des pays voisins dans un espace qui pourrait générer la « guerre » si rien n'est entrepris. Car, notons-le, depuis 1966, les pays de l'Afrique Centrale traversent des crises sécuritaires à la faveur du transfert des armes qui se fait aux confins frontaliers du Cameroun.

A ce titre, la gendarmerie camerounaise mène au quotidien des missions de sécurisation des frontières conjointement avec les éléments de la gendarmerie centrafricaine ; ces forces de contrôle luttent contre les menaces transfrontalières. Le colonel camerounais Youssa précise d'ailleurs que : « l'histoire de la gendarmerie nationale est étroitement liée à la sécurité préventive et répressive du territoire ²⁷ ». Autrement dit, la gendarmerie occupe une place de choix dans la lutte contre la porosité dans nos frontières. Il serait donc judicieux de placer également ces derniers au centre de cette lutte pour naturellement un meilleur rendement.

Il serait aussi judicieux pour un meilleur rendement, que le Cameroun et ses voisins renforcent la logistique et l'équipement des douaniers et gendarmes soutient Ngwouanfo. M (2017 P. 344) pour lutter contre les contrebandiers.

Sur un autre plan et parlant toujours des défis en matière de coopération transfrontalière, il est important pour les

²⁷ Entretien avec Youssa, environ 57 ans, Colonel de la gendarmerie le 29 décembre 2021 à Yaoundé

gouvernements des pays de l'Afrique centrale de créer des emplois pour réduire le taux de chômage en investissant dans les projets durables pour garantir un emploi stable et rémunérateur. La plupart des Etats de l'Afrique Centrale étant détenteurs d'un nombre important de chômeurs, en moyenne 70 %, en majorité des jeunes se retrouve cloîtrée à l'abord des frontières où circulent les groupes terroristes, les trafiquants de stupéfiants, d'armes de guerre, de petit calibre et munitions conventionnelles. Ainsi, la difficulté à surveiller ces frontières devient une évidence.

En effet, une réforme sécuritaire transfrontalière demeure une exigence pour les gouvernements des pays d'Afrique Centrale car les crises du Tchad, de la Centrafrique, de la République démocratique du Congo et même du Cameroun nécessitent une mutualisation des efforts pour stopper le trafic des objets, marchandises et armes illicites sur les frontières. Il est aussi nécessaire de dispatcher l'armée de chaque Etat voisin dans la politique de mise en œuvre de la défense de l'intégrité et de la sécurisation des frontières de la sous-région car la porosité des frontières demeure une source notoire de la circulation illicite des armes et des munitions par extension, de contrebande des ALPC.

Il est donc urgent que les chefs d'Etat Africains et la communauté internationale prennent résolument les décisions pour mener les différentes opérations de désarmement, de démobilisation des forces irrégulières, pour la protection de nos frontières. Pour cela, une occupation effective de ces espaces frontaliers confisqués par les contrebandiers s'avère nécessaire et urgente pour endiguer voire neutraliser la menace. Les Etats membres de la CEMAC devraient également associer les populations dans ce combat pour dénoncer toute dérive relative aux trafics des marchandises et des objets illicites pénétrant le territoire des régions concernées.

Dans cette lancée, le repérage des zones cibles est nécessaire pour des opérations des forces de défenses mixtes. La CEEAC mise en place entre autres par les 06 pays membres de la CEMAC a contribué à sa manière à mettre fin à la menace qui avait cours aux frontières de ces Etats. Pour le cas particulier du Cameroun, le gouvernement pour ces opérations a mis sur pied le long de certains itinéraires « des faucons, Nomade, Harmattan »²⁸, pour lutter contre la porosité transfrontalière à la frontière Cameroun-Tchad. Car ces trajets sinueux arpentés par le phénomène de coupeurs de route est un sentier très dangereux pour les populations des deux pays. D'où ce renforcement des patrouilles des forces mixtes de maintien de l'ordre.

Cette coopération entre les pays frontaliers du Cameroun est nécessaire dans la mesure où des précautions entreprises par les Etats participent à la réduction de l'insécurité dans la quasi-totalité des pays frontaliers au Cameroun. Le président Paul Biya pour sa part a entrepris dès 2018, une campagne de désarmement, de démobilisation visant à déstabiliser les combattants de Boko-Haram et des groupes armés du Noso²⁹. La commission du Golfe de Guinée s'est vue confier dans le cadre d'une coopération inter-Etats, la mission de sécuriser les frontières contre toutes sortes de piraterie entravant la sécurité dans les pays membre de la CEMAC.

Cette coopération entre les chefs des Etats de l'Afrique Centrale doit respecter une certaine déontologie au regard du caractère stratégique et névralgique que revêt la frontière car celle-ci pourrait à travers un laxisme observé de la part du gouvernement favoriser un tracé de déstabilisation pour la sécurité des Etats.

²⁸ Mbassi. Y, « 322 armes de guerre saisies », Cameroun tribune, n°3070 du jeudi 4 février 1999.

²⁹ Décret n°2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

Conclusion

Au terme de cette réflexion exploratrice sur les questions de porosité et de sécurité transfrontalières, l'exploitation des données et les analyses faites montre que, plus qu'une réalité, la porosité transfrontalière entraînant l'insécurité territoriale est un fait. Sur ce, la présence des forces de patrouilles mixtes, le renforcement des éléments des forces armées, et un meilleur équipement des douaniers sont indispensables dans la lutte contre les contrebandiers présents sur les frontières. Une collaboration franche et sincère entre le Cameroun et ses voisins s'avère indispensable pour une harmonisation du fonctionnement transfrontalier entre le Cameroun et ses voisins. Et même si la collaboration des forces de patrouilles mixtes ne s'avère pas évidente compte tenu par exemple des intérêts diversifiés de ces derniers, il n'en demeure pas moins vrai que, l'objectif général doit être le rétablissement de la sécurité, la diminution des trafics illicites et la traque des contrebandiers aux confins des frontières reliant le Cameroun avec ses voisins.

Bibliographie

Nom et prénom	Fonction	Age	Lieu d'entretien
Elanga	Inspecteur de police	35 ans environ	Yaoundé
Mvogo B	Adjudant-Chef	50 ans	Bertoua
Ndongo Epok	Commissaire principale	40 ans	Ngaoundéré
Youssa	Colonel	57 ans	Yaoundé

Sources orales

Ouvrages

Adam B. (1997). Les transferts d'armes vers les pays africains : quel contrôle ? Bruxelles, Grip.

Ango Ela P. (2001). La prévention des conflits en Afrique centrale, prospective pour une culture de la paix, Paris, Karthala

Bangoura D. (1996). Etat et sécurité : des idéologies sécuritaires à l'insécurité ou l'incapacité de l'Etat à assurer ses fonctions de défense et de sécurité, observatoire politique et stratégique de l'Afrique, Paris I, Panthéon-Sorbonne

Fall H. (2003). Contrôle des frontières et criminalité transfrontalière en Afrique de l'ouest, Manuel de formation et de sécurité, UNIDIR, Genève

Articles de presse et de revues scientifiques

Mbassi y. (2013). « 322 armes saisie », Cameroun tribune n°3070 PP 10-11.

Saibou I. (2006). « La prise d'otage aux confins du Cameroun de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », Polis/ R.C.S.P/ C.P.S.R. Vol 13, n°1-2 PP 118-119.

Salamatou y. (2010). « Les gendarmes sèment la terreur », L'œil du Sahel, n°375 PP 3-4

Youssa G. (2014). « L'action de la gendarmerie dans la sécurisation des frontières en Afrique », Les Actes de Colloques PP 177-118

Mémoires et thèses

Danga M.J. (2016). Le contrôle des armes légères de petit calibre et des munitions au Cameroun : 1950-2016, thèse de

Doctorat Ph. D en Histoire des Relations Internationales,
Université de Yaoundé I

Kanou Ngwounfo M. (2017). Les échanges commerciaux
entre le Cameroun et le Gabon de 1960-2010, thèse de Doctorat
Ph. D en Histoire, Université de Yaoundé I

Younga Tchoundjwen N. (2016). Les forces armées
camerounaises des origines à la réformes 1960-2001, mémoire de
Master en Histoire, Université de Yaoundé I.

Archive

Décret n°2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du
comité national de désarmement, de démobilisation et de
réintégration